



TWITTER

Peter Kreko

Directeur du Political Capital Institute et l'un des organisateurs du Forum de Budapest de ces 16 et 17 septembre.

■ Il suffit d'observer certains chiffres: contrairement à ce qu'ils laissent croire, les régimes autoritaires ne sont pas infaillibles ni les plus généreux. Veillons à ne pas tomber dans leur propagande; il y va de l'avenir de nos démocraties.

confiance" de son pays. Et les politiciens serbes ont adopté, sur ordre de Pékin, des politiques qui pourraient compromettre les projets d'adhésion de la Serbie à l'UE.

Sur le plan militaire également, les États autoritaires déforment l'image de leur pouvoir et de leur influence: la propagande russe revendique une victoire improbable dans un conflit militaire traditionnel avec l'Otan. Les perceptions de la puissance russe en Hongrie sont tout aussi exagérées. Plus des deux tiers des personnes interrogées dans le cadre d'une enquête du Political Capital Institute ont surestimé les dépenses militaires relatives de la Russie. Beaucoup pensaient qu'elles étaient supérieures aux dépenses militaires des États-Unis (qui sont en fait dix fois plus élevées), et la plupart pensaient qu'elles étaient supérieures aux dépenses militaires de la Chine (qui sont en fait quatre fois plus élevées).

Gare à la propagande

Ces messages trouvent un auditoire réceptif dans de nombreux pays de l'UE. Les politiciens anti-establishment et eurosceptiques des démocraties sont devenus des messagers nationaux de la propagande autoritaire, amplifiant ses effets inflationnistes. Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a fortement exagéré le coût des sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie (et des contre-sanctions de la Russie) pour l'économie hongroise, contribuant ainsi à donner une image irréaliste du poids économique de Moscou. Ces perceptions exagérées du pouvoir et de l'influence autoritaires peuvent pousser les politiciens à adopter des politiques pro-Pékin et pro-Moscou au nom du pragmatisme et à

accueillir de nouveaux investissements autoritaires dans leurs pays.

L'inflation autoritaire aurait moins de succès si les modèles démocratiques occidentaux étaient encore aussi attrayants qu'autrefois. Cependant, depuis 2016, l'approbation mondiale du leadership américain a diminué de plus de 15% – et, en 2019, elle était presque à égalité avec la Russie et la Chine à 33%, selon un sondage Gallup. La prise d'assaut du Capitole américain le 6 janvier a encore érodé l'image des États-Unis – et de l'Occident – en tant que "phare de la démocratie".

Pour enrayer cela, les défenseurs de la liberté et des droits humains fondamentaux doivent parler des forces de la démocratie. S'il est im-

portant de reconnaître les menaces réelles que l'influence autoritaire fait peser sur la démocratie, les commentateurs doivent éviter de tomber dans le sensationnalisme. Les faiblesses des modèles autocratiques de Pékin et de Moscou méritent également une plus grande attention. Si

le public ne reprend pas confiance dans la démocratie libérale, l'attrait des modèles de gouvernance alternatifs augmentera, ce qui accroîtra le risque de dérives autoritaires, voire de prises de pouvoir. Une réponse efficace à l'inflation autoritaire exige un message nuancé et prudent – un message qui s'attaque aux défis que présentent les autocraties sans aider leurs propagandistes à peindre une image dévalorisante de l'affaiblissement démocratique et de l'ascension autoritaire.

→ Les références de cet article sont à retrouver dans sa version en ligne sur notre site lible.be

La plus grande réussite du Kremlin a été de faire croire aux gens qu'il pouvait largement manipuler l'Occident.

OPINION

Une pension bien méritée

■ Voici quelques principes qui nous paraissent importants en vue de la réforme des retraites en cours de discussion.

Ignaas Devisch, Ivan Van de Cloot, Jean Hindriks, Joël Van Cauter, Johan Albrecht, Karel Volckaert, Marc De Vos, Simon Ghiotto
Membres d'Itinera (<https://www.itinerainstitute.org/fr/>)

Madame la Ministre, votre proposition initiale de réforme des pensions a, comme on pouvait s'y attendre, suscité de vives réactions. Les pensions touchent aux cœurs et aux esprits de beaucoup de gens. La vérité dérangeante est que nous avons échoué collectivement: les ministres successifs, les partenaires sociaux, les citoyens ainsi que leurs représentants. Les baby-boomers partent à la pension depuis dix ans déjà et nous ne sommes toujours pas préparés. Nous voulons partager avec vous, et avec tous les Belges, certaines de nos préoccupations.

L'importance de la méthode

Le défi budgétaire à l'horizon 2030 est assurément pressant. Toute réforme – non seulement des pensions mais aussi des domaines connexes tels que la santé, le marché du travail, les impôts, la formation – doit en tenir compte. Nous avons la responsabilité de refonder un nouveau contrat social, cohérent et solidaire dans tous ces domaines, qui relie les personnes nées en 1947 avec celles nées en 1974 mais aussi et surtout avec les jeunes nés en 2001 dont la confiance dans nos pensions n'a jamais été aussi basse.

Pour la Belgique, il est devenu évident que si le contenu de la réforme importe, la méthode de la réforme est tout aussi cruciale. Quand pourrions-nous, en tant que pays, prétendre que nous avons mis en œuvre une réforme durable et équitable des pensions? Comment évaluer cette réforme et son succès si nous travaillons en aveugle? Itinera propose une évaluation a priori et a posteriori de cette réforme avec le soutien du Centre d'expertise des Pensions, et la participation d'experts du Bureau fédéral du Plan, du Service fédéral des Pensions et de la Banque nationale. Un système de pension stable ne doit pas être exposé aux aléas politiques. On a besoin de mécanismes d'ajustement progressifs, décidés à l'avance et basés sur des critères objectifs et transparents.

Un autre élément clé pour une réforme légitime est de dissocier la question du design du système des

pensions (et notamment sa simplification) de celle de son financement. Le design doit être clair et lisible (Easy pension). Le succès de l'application MyPension, qui offre aux citoyens proches de la pension une simulation claire de leur pension en fonction de leurs choix individuels, montre que nos gouvernements sont capables de le faire. Au sein des différents groupes d'âge il convient de garantir un traitement équitable selon les genres, le statut social, la carrière ou l'espérance de vie. Le financement d'un tel système repose sur des mécanismes de bonus-malus sur le marché du travail, la convergence vers des règles communes entre régimes, des aménagements en matière des soins de santé, les formations et reconversions en fin de carrière, des mesures de fin de carrière qui facilitent la sortie progressive (pensions à temps partiel), des incitations fiscales et des contributions solidaires... L'objectif du taux d'emploi de 80% est à la fois insaisissable et relève de l'incantation politique.

Restaurer la confiance

La principale préoccupation que nous voulons partager avec vous, et avec tous les Belges, est la nécessité de restaurer la confiance dans notre sécurité sociale et en particulier nos pensions. La légitimité suppose avant tout que les citoyens les plus concernés soient mieux entendus. Il n'est pas excessif de comparer cette réforme des pensions avec la transition écologique. Pour les pensionnés d'aujourd'hui, la réforme importe peu, il s'agit d'une simple indexation de leur pension. Pour nos jeunes et les actifs d'aujourd'hui, il s'agit de préserver la confiance dans un système de pension qui colle avec notre époque, avec une répartition des coûts du vieillissement qui soit équilibrée. Ce n'est pas à nos enfants d'assumer toute la charge de l'ajustement nécessaire. Comme pour le climat, les réformes ne peuvent plus continuer à se faire sans les jeunes et contre les jeunes. On a l'obligation de leur léguer une sécurité sociale adaptée au nouveau monde et qui apporte une véritable protection sociale face à ce monde rempli d'incertitude.